

Délibération n° 2013-57 APF du 13 juillet 2013 portant création d'un compte d'affectation spéciale "fonds de l'investissement et de garantie de la dette"

(NOR : DBP1301379DL)

Paru in extenso au journal officiel n°43 NS du 22/07/2013 à la page 1769 dans la partie Délibérations de l'Assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente

Version en vigueur au 19/12/2024

- ▶ Titre Ier - La création du fonds (Article 1er à Art. 7)
- ▶ Titre II - Dispositions diverses (Art. 8 à Art. 9)

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
Vu l'arrêté n° 902 CM du 3 juillet 2013 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;
Vu la lettre n° 2821-2013 APF/SG du 2 juillet 2013 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;
Vu le rapport n° 72-2013 du 9 juillet 2013 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;
Dans sa séance du 13 juillet 2013,

Adopte :

TITRE IER - LA CRÉATION DU FONDS

Article 1er

Il est créé un compte d'affectation spéciale dénommé "fonds de l'investissement et de garantie de la dette".

Art. 2

Ce fonds a pour objet de prémunir les bailleurs de fonds de toute défaillance de la Polynésie française relative au remboursement de l'annuité de sa dette.

Art. 3

Les ressources du fonds sont constituées par :

- des impôts ou part d'impôts ;
- des versements du budget général de la Polynésie française ;
- des subventions de l'Etat ;
- des dons et legs ;
- des cessions d'actifs ;
- des produits de participations.

Art. 4 *Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024*

Les dépenses du fonds comprennent :

- un versement au budget général pour la prise en charge de tout ou partie de l'annuité de la dette de la Polynésie française ;
- la constitution des provisions destinées à assurer le remboursement in fine des emprunts obligataires ;
- le remboursement des dégrèvements sur taxes fiscales.

Pour l'année 2016, trois milliards six cent cinquante-trois millions de francs CFP (3 653 000 000 F CFP) seront versés au budget général pour assurer le financement d'opérations d'investissement.

Pour l'année 2017, un milliard cent millions de francs CFP (1 100 000 000 F CFP) seront versés au budget général pour assurer le financement d'opérations d'investissement.

Pour l'année 2020, deux milliards de francs CFP (2 000 000 000 F CFP) seront versés au budget général.

Pour l'année 2022, un milliard de francs CFP (1 000 000 000 F CFP) sera versé au compte d'affectation spéciale dénommé "fonds de solidarité dans le domaine de l'électricité" et un milliard de francs CFP (1 000 000 000 F

CFP) sera versé au budget général.

Art. 5 Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024

Le ministre chargé des finances rend compte de la gestion du fonds au conseil des ministres.

Art. 6 Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024

À la clôture de l'exercice budgétaire, le fonds doit présenter un solde créditeur ou nul. Le disponible est automatiquement reporté sur l'exercice budgétaire suivant. En cas de clôture du fonds, le solde créditeur est reversé au budget général de la Polynésie française.

Art. 7 Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024

Des arrêtés pris en conseil des ministres précisent en tant que de besoin les conditions d'application de la présente délibération et les modalités de fonctionnement du fonds de l'investissement et de garantie de la dette.

TITRE II - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 8 Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024

Les recettes fiscales issues :

- de la taxe sur les excédents de provisions techniques, de la taxe sur les activités d'assurances, de la taxe sur le produit net bancaire définies respectivement au chapitre 1er ter, au chapitre 1er quinquies, au chapitre 1er sexies du titre 1er de la première partie du code des impôts ;

- la taxe sur les surfaces commerciales, définie au chapitre V bis du titre III de la première partie du code des impôts,

sont affectées, à compter du 1er janvier 2014, au compte d'affectation spéciale "fonds de l'investissement et de garantie de la dette".

Art. 9 Rédaction issue de Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024

Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Edouard FRITCH.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 2013-57 APF du 13 juillet 2013](#), JOPF n° 43 NS du 22/07/2013 à la page 1769
- [Délibération n° 2014-126 APF du 5 décembre 2014](#), JOPF n° 64 NS du 15/12/2014 à la page 4904
- [Délibération n° 2015-100 APF du 10 décembre 2015](#), JOPF n° 54 NS du 18/12/2015 à la page 2164
- [Délibération n° 2016-48 APF du 14 juin 2016](#), JOPF n° 51 N du 24/06/2016 à la page 6838
- [Délibération n° 2016-123 APF du 1er décembre 2016](#), JOPF n° 73 NS du 09/12/2016 à la page 5483
- [Délibération n° 2017-75 APF du 22 août 2017](#), JOPF n° 59 NS du 30/08/2017 à la page 4928
- [Délibération n° 2017-115 APF du 7 décembre 2017](#), JOPF n° 100 NC du 15/12/2017 à la page 19305
- [Délibération n° 2020-31 APF du 23 juillet 2020](#), JOPF n° 87 NS du 30/07/2020 à la page 6431
- [Délibération n° 2021-125 APF du 2 décembre 2021](#), JOPF n° 134 NS du 10/12/2021 à la page 8890
- [Délibération n° 2024-114 APF du 12 décembre 2024](#), JOPF n° 152 N du 19/12/2024 à la page 25119